

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue  
Semaine du 29 au 05 octobre 2023

Au terme de sa mission annuelle au titre de l'article IV, le Fonds monétaire international (FMI) a significativement relevé sa prévision de croissance pour le Mexique en 2023 à 3,2 %, contre 2,6 % initialement prévu en juillet.

### LE CHIFFRE A RETENIR

**3,2%**

Prévision de croissance de  
l'économie mexicaine pour  
2023, selon le FMI

Selon le Fonds, l'économie mexicaine devrait être soutenue par une consommation privée et des investissements robustes, soulignant la vigueur du secteur des services, de la construction et de la production automobile qui ont conduit à des taux de chômage historiquement bas et des taux d'utilisation de la capacité de production manufacturière élevés. En outre, le Fonds a félicité les autorités locales pour avoir maintenu le niveau de dette publique « sous contrôle » et pour l'orientation judicieusement axée de la politique monétaire sur la maîtrise de l'inflation.

En outre, selon le Fonds, le maintien du taux directeur au niveau actuel (11,25 %) jusque mi-2024 devrait permettre à l'inflation de revenir à l'objectif de la Banque centrale (3 % +/- 1 pp) d'ici 2025.

Pour 2024, le Fonds prévoit une modération de l'activité économique à 2,1 %, soit 0,6 pp de plus que prévu en juillet.

Enfin, selon le Fonds, les risques pesant sur les perspectives de croissance sont équilibrés : une croissance économique plus forte que prévu aux Etats-Unis ou un multiplicateur fiscal plus important que prévu pourrait stimuler la croissance au Mexique. Tandis qu'une augmentation de l'aversion au risque mondial, une trajectoire plus élevée des taux d'intérêts dans les économies avancées ou des retards dans la mise en œuvre de projets d'infrastructures clés au Mexique pourraient peser sur la production.

# Mexique

## Conjonctures macroéconomiques

Selon les résultats de l'enquête de septembre menée par la Banque du Mexique (Banxico), le marché a révisé à la hausse sa prévision de croissance du PIB pour 2023, de 3 % à 3,2 %. C'est la neuvième fois consécutive que le secteur privé ajuste à la hausse ses prévisions de croissance. Pour rappel, en janvier le marché estimait une expansion de l'activité économique de 0,98 % pour 2023. Avec une vision plus optimiste de l'économie mexicaine, le consensus prévoit une croissance annuelle de 3 % au T3 2023 (dépassant les 2,8 % précédemment estimés) et de 2,32 % au T4 2023 (soit +0,2 pp par rapport à la précédente estimation). L'optimisme s'observe également pour 2024, puisque la croissance du PIB prévue est désormais de 1,9 % (soit +0,3 pp précédemment estimés). Les analystes n'ont pas révisé l'inflation générale, qui se situerait à 4,66 % pour 2023 et à 4 % en 2024, selon les données de l'enquête. Toutefois, le consensus de marché a révisé à la baisse ses projections d'inflation sous-jacente, passant de 5,21 % à 5,09 % pour 2023 et de 4,12 % à 4,04 % pour 2024. De plus, les analyses s'attendent à ce que le taux de référence de Banxico clôture l'année 2023 à 11,25 % (+0,25 pp par rapport à l'enquête précédente) et l'année 2024 à 8,5 % (contre 9 % précédemment estimés). Enfin, le secteur privé s'attend à ce que le taux de change clôture l'année à 17,64 MXN/USD soit mieux que les 17,75 MSN/USD prévu dans l'enquête d'août.

Selon les données de l'Institut National de Statistiques et de géographie (Inegi),

la consommation a stagné au mois de juillet par rapport au mois précédent, après une croissance de 0,4 % g.m en juin. Le ralentissement de la consommation intervient dans un contexte de taux d'intérêt élevés et d'une inflation, bien qu'en baisse, qui reste hors de la fourchette fixée par Banxico (3 % +/- 1 pp), avec des pressions sur les services. En effet, les données révèlent que la consommation de biens et services d'origine nationale a progressé de 0,3 % g.m en juillet : avec une contraction de 0,6 % g.m de la consommation de services et une expansion de 1,4 % g.m de celle de biens nationaux. Par ailleurs, la consommation de biens importés a enregistré une baisse mensuelle de 1,1 % en juillet après quatre mois de hausses, malgré l'appréciation du peso observée ce mois-là.

L'investissement fixe brut enregistre une croissance modeste de 0,5 % g.m. en juillet, selon les données de l'Inegi. Toutefois, en taux annuel, la croissance l'investissement a été de 29,5 % en juillet, soit sa plus forte croissance depuis mai 2021. Les chiffres de l'Inegi montrent une croissance de 1,9 % g.m de l'investissement dans la construction, tandis que l'investissement dans les machines et équipements a reculé de 0,9 % g.m. Ce recul s'explique par une baisse de 3,7 % g.m de sa composante importée, alors que la composante nationale a progressé de 3,1 % g.m.

L'indicateur de confiance des consommateurs est resté inchangé en septembre par rapport à août, à 46,8 unités. Les résultats de l'enquête nationale sur la confiance des consommateurs menée par l'Inegi a mis en lumière un optimisme moindre de la part des ménages quant à l'avenir économique. La chute la plus prononcée a été enregistrée dans les

attentes concernant la situation économique future des membres du foyer dans 12 mois par rapport à la situation actuelle, avec une baisse de 0,6 point, portant l'indicateur à 57,4 unités. Une baisse a également été observée concernant la situation économique du pays prévue dans 12 mois par rapport à la situation actuelle, l'indicateur atteignant 50,4 unités (-0,1 point). Les ménages sont plus optimistes quant à la situation économique actuelle du pays comparée à celle d'il y a 12 mois et la situation économique actuelle des membres du foyer comparée à celle d'il y a 12 mois, dont les indicateurs ont augmenté de 0,6 point (à 44,9 unités) et 0,1 point (à 51,2 unités) respectivement.

**Selon la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), le Mexique ferait partie des cinq pays qui connaîtraient la plus forte croissance en 2023 au sein du G20. La CNUCED souligne que la croissance du PIB mexicain serait supérieure à celle du PIB mondiale (estimés à 2,4 %).**

**Selon la Banxico, le montant des transferts de fonds reçus par le Mexique a atteint 5,56 Mds USD en août, soit une augmentation annuelle de 8,6 %. Cette entrée de fonds marque le sixième mois consécutif de montants dépassant 5 Mds USD par mois, bien que le flux annuel montre une décélération constante. En effet, les données fournies par Banxico montrent que le taux de croissance annuelle ralentit, avec une troisième modération mensuelle consécutive depuis le pic enregistré en mai (5,7 Mds USD). En termes réels, les ménages bénéficiant des remises ont ressenti une baisse de 12,5 % g.a des revenus reçus, en raison de (i) un effet de dépréciation de 4,64 % de l'USD par rapport au peso mexicain, et (ii)**

**l'érosion du pouvoir d'achat des ménages résultant de la variation de l'inflation. Enfin, de janvier à août, le montant total de transferts de fonds reçus s'est élevé à 41,46 Mds USD, soit une augmentation annuelle de 9,3 %.**

**Cinq Etats ont concentré 52, % des exportations mexicaines au T2 2023 selon l'Inegi.** Les cinq Etats (sur 32 entités fédérales) sont: Chihuahua, Coahuila, Nuevo León, Baja California et Guanajuato. Au T2 2023, le montant des exportations étaient de 135 Mds USD, dont 52,6 % provenaient d'un de ces cinq Etats. Les données de l'Inegi révèlent que les exportations de ces cinq Etats ont enregistré des augmentations annuelles au T2 2023: (i) Coahuila, +6,5 %; (ii) Baja California, +6,1 %; (iii) Nuevo León, +5,4 %; (iv) Guanajuato, +4,4 %; et (v) Chihuahua, +0,1 %. Sur ces cinq Etats, tous sont frontaliers avec les Etats-Unis, à l'exception de l'Etat de Guanajuato.

**La Comision Federal de Electricidad (CFE) a racheté quatre obligations émises sur les marchés financiers internationaux pour un montant de 877,5 M USD.** La CFE aurait profité d'un contexte favorable, en lien avec le «*superpeso*» et les taux d'intérêts élevés pour réaliser cette opération qui lui ferait économiser près de 20,5 M USD de capital. L'entreprise a déclaré que cette opération permettrait de réaliser une économie financière cumulée de 146,3 M USD grâce aux intérêts évités sur la durée restante des obligations. Avec ce rachat d'obligations, l'entreprise vise (i) à réduire le risque de refinancement à court terme, (ii) à améliorer le profil des échéances de la dette, (iii) à prolonger la durée moyenne de la dette en phase avec les actifs productifs de l'entreprise, (iv) à réduire son niveau d'endettement en monnaie étrangère et (v) à générer des économies

financières pour les orienter vers son programme d'investissement.

## Finances publiques

**De janvier à août, le coût financier de la dette a été de 6,26 Mds MXN (348 M USD) soit une hausse annuelle de 27 %, en raison de l'augmentation des taux d'intérêt de diverses banques centrales.** Selon les projections du Secrétariat des Finances, le coût financier total pour cette année devrait représenter 3,4 % du PIB. Cependant, le maintien de taux d'intérêts élevés, qui devrait se poursuivre en 2024, ferait grimper le service de la dette à 3,7 % du PIB l'année prochaine. De janvier à août de cette année, le gouvernement a signalé une augmentation des dépenses publiques de 4,7 % g.a malgré le sous-exercice enregistré sur la même période (situation dans laquelle le gouvernement dépense moins que ce qui avait été approuvé). Les dépenses en développement social ont notamment augmenté de 6,9 % g.a, dont (i) +16,3 % g.a pour le logement, (ii) +7,9 % g.a pour la protection sociale et (iii) +6,6 % pour l'éducation. Enfin, les entreprises productives de l'Etat (Petroles Mexicanos (PEMEX) et CFE) ont enregistré une baisse annuelle des dépenses de 18%, sur la période janvier-août.

**Les recettes budgétaires issues du pétrole ont chuté de 25 % g.a en août.** Celles-ci ont été impactées non seulement par l'appréciation de 14,1 % du peso face au dollar à la fin du mois d'août, mais aussi par la diminution de 6 % g.a de la production de pétrole. Par ailleurs, le prix du baril de pétrole a enregistré une baisse annuelle de 29 % sur la période janvier-août 2023. Pour rappel, les recettes budgétaires du gouvernement fédéral se composent principalement de recettes fiscales et pétrolières.

**Selon les données du Secrétariat des Finances et du Crédit Public, de janvier à août, les recettes budgétaires du gouvernement se sont maintenues par rapport à la même période de l'année précédente.** Selon le Ministre des Finances, ce résultat reste positif compte tenu de la baisse des recettes pétrolières due à la diminution du prix du pétrole et à l'appréciation du peso. Cependant, les recettes fiscales ont enregistré une augmentation annuelle de 7,7 %. Le Ministère des Finances souligne que cette augmentation est due à une meilleure collecte de (i) l'impôt sur le revenu (+3,6 % g.a sur la période janvier-août) en raison de l'augmentation des salaires, des niveaux d'emplois élevés et des bénéfices accrus des entreprises et (ii) de l'impôt sur les sociétés, qui a été 6 fois plus élevés entre janvier et août 2023 que sur la même période en 2022. Toutefois, la collecte de la TVA a enregistré une baisse annuelle de 8,4 %, soit la plus forte chute depuis 2009, et les revenus non fiscaux ont également baissé de 9,5 % g.a. Ainsi, les recettes budgétaires ont été inférieures à ce qui avait été prévu pour la période.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 05/10
Bourse (IPC)	-1,35%	+10,18%	50 732,69 points
Change MXN/USD	3,99%	-9,45%	18,25
Change MXN/EUR	3,83%	-3,07%	19,25
Prix du baril mexicain	-5,83%	-0,19%	84,22

# Amérique centrale

## Région CA-4

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a revu à la hausse ses estimations de croissance pour les pays d'Amérique centrale en 2023. Les économies les plus dynamiques du CA-4 seraient le Guatemala et le Honduras avec un taux de croissance estimé à 3,4 % en 2023, suivi du Nicaragua avec 2,4 % et enfin du Salvador avec 2,1 %. La croissance des pays du CA-4 reste inférieure à celle des deux autres pays du l'isthme centraméricain, le Panama (5,1 %) et le Costa Rica (3,8 %).

## Costa Rica

**L'assemblée législative est passée outre le veto présidentielle et a adopté à la majorité qualifiée le décret législatif n° 10381, qui modifie la loi sur l'impôt sur le revenu n°7092 et devrait permettre au Costa Rica de sortir de la liste des juridictions non-coopératives en matière fiscale de l'Union européenne.** La loi est entrée en vigueur le lundi 2 octobre 2023, après avoir été publiée au Journal officiel. Le risque de contestation au travers d'une procédure constitutionnelle semble écarté. La loi sur l'impôt sur le revenu a été modifiée pour garantir le principe de territorialité et supprimer les exemptions d'impôts qui conduisaient à des situations de « double non-imposition » pour les entreprises étrangères présentes au Costa Rica. Le gouvernement avait initialement ajouté une disposition à cette loi qui devait mener à un impôt global (de type états-unien), rejetée par une majorité de députés, lesquels avaient amendé la disposition.

Selon un rapport d'Alegra.com (logiciel de comptabilité et de facturation électronique), le chiffre d'affaires des petites et moyennes entreprises du secteur touristiques (MIPYMES) au Costa Rica aurait augmenté de 222 % au S1 2023 par rapport à la même période l'année dernière. Selon le Conseil mondial du voyage et du tourisme, ce secteur contribuerait à hauteur de 8,2 % au PIB et générerait 15,5 % de l'emploi selon la Banque centrale.

## El Salvador

**Le gouvernement a proposé un budget de 9,1 Mds USD pour 2024, soit 166 M USD de plus que le montant approuvé en décembre 2022 pour 2023.** Le budget prévu pour le bloc régalien (éducation, santé, sécurité et défense) s'élève à 3,7 Mds USD (+221 M USD par rapport à l'allocation de 2023). En outre, le montant prévu pour l'investissement public est de 1,8 Md USD, dont 182 M USD destinés au viaduc de l'autoroute de Los Chorros et 26,7 M USD pour un programme de résilience du secteur de l'eau dans les zones prioritaires. S'agissant du financement, les recettes fiscales pour 2024 devraient s'élever à 6,93 Mds USD, légèrement supérieures à la projection pour 2023 de 6,79 Mds USD. Le déficit de financement serait de 338,6 M USD, soit 28 % de moins que le déficit de 472 M USD prévu pour 2023. La proposition de budget pour 2024 n'inclut pas le montant pour le remboursement de la dette des retraites. Depuis mai dernier, celle-ci est en effet comptabilisée sous forme de « Certificats de financement transitoire » (CFT), bénéficiant d'une période de grâce de quatre ans.

**Le FMI déclare maintenir un dialogue ouvert avec le gouvernement pour parvenir à une consolidation fiscale et minimiser les risques du bitcoin dans l'économie.** Le nouveau Ministre des



finances, Jerson Posada Molina, a assuré que l'administration de Nayib Bukele espérait parvenir à un accord avec le FMI au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) avant les élections de 2024, et deux ans après la dernière tentative d'aboutir à un programme. Pour rappel, en 2021, le gouvernement avait cherché à obtenir un programme de financement de 1,3 Md USD au titre du MEDC, visant à augmenter la marge de manœuvre budgétaire. En avril 2023, le gouvernement n'avait toutefois pas autorisé la publication de l'article IV, qui soulignait notamment la nécessité d'auditer les fonds en bitcoins et de rechercher des moyens d'assurer la viabilité budgétaire.

**El Salvador a reçu 262 M USD d'investissements directs étrangers (IDE) nets au cours du S1 2023, toujours inférieurs aux niveaux pré-pandémiques.** Le secteur industriel (préparation de boissons et d'aliments en particulier) était le principal bénéficiaire des flux d'IDE avec une part de 57 % du total, suivi du secteur des services (communications et électricité en particulier) avec une part de 44,2%. Le principal marché d'origine était l'Espagne (105 M USD), suivie du Mexique (94 M USD) et des Etats Unis (79 M USD). Pour rappel, en 2022, pour la première fois en 10 ans, les flux nets d'IDE avaient été négatifs, à -99 M USD.

## Guatemala

**La Banque centrale (Banguat) maintient son taux directeur à 5 %, dans un contexte de ralentissement de l'inflation.** Après avoir atteint son pic à 9,92 % g.a en février 2023, le rythme inflationniste s'était atténué jusqu'à atteindre 4,47 % g.a en août dernier, retournant ainsi dans la cible de l'institution (4% +/- 1 p.p.). Banguat avait entamé sa politique de resserrement monétaire tardivement, en mai 2022, et avait effectué une dernière hausse du

taux directeur de +25 pdb à 5 %, en avril 2023 (+325 pdb depuis mai 2022). L'institution prévoit un taux d'inflation à 4,25% g.a en janvier 2024 et à 4% g.a en décembre 2024.

**La Guatemala a réalisé la seconde émission d'euro-obligations de l'année, pour un montant de 565 M USD.** Le placement affiche une maturité de 9 ans et un taux d'intérêt de 7,05 %. Il servirait à financer une partie de budget public pour l'année en cours, ce dernier s'élevant à 14,7 Mds USD. Fitch Ratings a attribué la note « BB » à ces obligations. En juin dernier, le gouvernement avait émis des euro-obligations pour un montant de 1 Md USD.

**Selon FUNDESA, le déficit de routes du pays s'élève à 20 000 km.** Le cercle de réflexion proche du patronat recommande un rythme de construction de 2 000 km de routes par an, contre 218 km par an actuellement.

## Honduras

**L'agence de notation S&P a conservé les notes souveraines à long terme et court terme du Honduras à BB- et B respectivement, mais a relevé sa perspective de « négative » à « positive ».** L'agence justifie cette amélioration par un déficit budgétaire plus faible que prévu, qui devrait atteindre 2,4 % du PIB en 2023, et par une politique budgétaire qui devrait contribuer à stabiliser les finances et la dette publiques au cours des deux prochaines années. L'agence s'attend ainsi à une stabilisation de la dette publique à 46,8 % sur la période 2023-2026.

**L'inflation reprend son accélération et atteint 6,13 % g.a en septembre, selon la Banque centrale (BCH).** Depuis juillet 2022, où l'inflation avait atteint son pic historique à 10,86 % g.a.,

la tendance était à la décélération, jusqu'à atteindre un taux d'inflation à 5,15 % g.a en juillet 2023. Août avait cependant marqué le début d'une légère accélération (+5,71 % g.a). Malgré les pressions inflationnistes, la BCH a maintenu son taux directeur à 3 % depuis novembre 2020.

**La BID a approuvé un prêt de 150 M USD pour la construction de trois hôpitaux.** Deux d'entre eux seront spécialisés en traumatologie et situés à Tegucigalpa et à San Pedro Sula et le dernier, spécialisé en médecine généraliste, sera construit à Roatán. Le prêt est octroyé au Secretaria de Salud (Sesal) sur une période de décaissement de six ans, à un taux d'intérêt de 0,25 %. Un appel d'offre pour la construction de ces trois hôpitaux sera lancé le 10 octobre, sous l'égide de la BID, pour une période de six mois.

## Nicaragua

**Le gouvernement de Daniel Ortega a annulé le statut juridique et confisqué les biens de l'Instituto Centroamericano de Administración de Empresas (INCAE), l'une des principales écoles de commerce de la région.** Cette annulation est la dernière offensive en date d'une série qui a déjà touché plus de 3400 organisations, universités, médias et entreprises depuis fin 2018. Cette fermeture s'inscrit dans une stratégie du gouvernement qui vise à faire de l'État le principal fournisseur de services d'éducation, de santé et autres types d'aide sociale, renforçant ainsi le contrôle social sur la population.

**Les Nicaraguayens ont reçu 3,03 Mds USD sous forme d'envois de fonds (remesas) entre janvier et août 2023 (+54 % g.a.) selon la Banque centrale (BCN).** La croissance des envois de

fonds cumulés jusqu'en août 2023 s'explique principalement par l'augmentation des flux en provenance des États-Unis et, dans une moindre mesure, du Costa Rica. Sur le total des remesas reçues entre janvier et août 2023, 82 % des flux proviennent des États-Unis (+70 % g.a.). En outre, 212 M USD ont été envoyés du Costa Rica. Pour rappel, la crise sociopolitique que traverse le Nicaragua depuis 2018 a provoqué le plus grand exode de son histoire. Environ 20 % de la population totale d'origine nicaraguayenne, estimée à 6,7 M de personnes, vit à l'étranger, principalement aux États-Unis et au Costa Rica, dont la moitié serait en situation irrégulière.

**Les taux d'intérêt des prêts en dollars, qui représentent 80 % des prêts totaux, ont augmenté au cours de l'année 2023, passant de 9,82 % en décembre 2022 à 10,13 % en août 2023 selon la Banque centrale (BCN).** L'augmentation toucherait les nouveaux prêts comme ceux en cours. Cependant, cette hausse concernerait surtout les prêts à long terme, dont le taux moyen est passé de 10,34 % en décembre 2022 à 11,85 % en décembre 2023. Il est en revanche moins coûteux de se financer en prêt à court terme en dollars, le taux d'intérêt ayant baissé de 9,50 % à 8,68 %.

## Panama

**Fitch Ratings a dégradé de stable à négative la perspective de la note de crédit à long terme en devises étrangères du Panama à "BBB-".** L'agence de notation motive ce choix par ses inquiétudes face à la pression sur le budget du pays en raison (i) de l'augmentation des dépenses, (ii) du déséquilibre du sous-système de retraite et (iii) de l'incapacité pour le gouvernement à consolider ses recettes. Par ailleurs, l'agence souligne l'existence d'incertitudes liées aux prochaines échéances électorales,

avec la candidature présidentielle de l'ancien président Ricardo Martinelli, donné favori pour le vote de mai 2024, alors qu'il a été condamné pour blanchiment de capitaux. Fitch Ratings anticipe la non-réélection du Parti révolutionnaire démocratique (PRD) en lien avec la chute de la cote de popularité de l'administration du président Cortizo pendant son mandat. En revanche, Fitch a relevé le « plafond pays » du Panama de "A-" à "AA-", reflétant la confiance de l'agence face aux risques liés au contrôle des changes, fortement atténués par la dollarisation complète du pays. Selon l'agence, la dollarisation aurait soutenu la stabilité macroéconomique et protégé contre les risques de change.

**Fitch Ratings partage ses inquiétudes sur la capacité du gouvernement à atteindre les objectifs de déficit fixés par la loi de responsabilité budgétaire.** En effet, l'agence estime un déficit du secteur public non-financier de 3,7% du PIB en 2023 et 4,5% en 2024 contre 3% en 2023 et 2% pour 2024 prévu par la loi. L'agence estime que les opérations ponctuelles visant à rétablir l'équilibre ne seraient pas suffisantes, par exemple, la vente de terres publiques au Canal de Panama pour un montant de 500 M USD (0,6% du PIB) ne couvrirait à peine les dépenses non-budgétées.

**Le Canal de Panama réduit à nouveau le nombre de traversées quotidiennes de navires, en raison de la baisse du niveau des lacs Gatún et Alajuela.** À partir du 1er novembre 2023, le nombre de navires pouvant emprunter chaque jour la voie navigable panaméenne passera de 32 à 31. En outre, le système de réservation des traversées serait modifié, avec l'introduction de la condition opérationnelle 5, en vertu de laquelle les quotas quotidiens de réservation de transit seront ajustés à un maximum de 30 réservations, dont huit pour les écluses Neopanamax, a précisé l'Autorité du Canal de Panama.

## Caraïbes

### Barbade

**La Première ministre a annoncé que le gouvernement avait entamé des négociations avec trois institutions financières internationales pour un montant de 600 M USD, afin de financer la modernisation de la station d'épuration de la côte sud.** Selon la PM, la dette de la Barbade serait échangée contre des fonds propres pour financer le projet, n'augmentant pas le niveau de celle-ci. Des négociations sont en cours avec la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque européenne d'investissement (BEI) et le Fonds vert pour le climat. Ces discussions seraient axées sur la structuration de l'échange de dette afin de soutenir les ambitions environnementales du pays.

### Cuba

**Le gouvernement cubain a annoncé que de nouvelles pénuries de carburant devraient avoir lieu en octobre, soulignant toutefois que la situation ne devrait pas dégénérer jusqu'à une rupture totale des approvisionnements.** Alors que depuis juillet les stations d'essence ont été régulièrement approvisionnées, les autorités ont dressé un panorama moins encourageant pour le mois d'octobre. La diminution des échanges avec les pays fournisseurs ainsi que les sanctions américaines ont été évoquées comme des facteurs explicatifs par les autorités. Cette situation conduit le gouvernement à reprendre des mesures mises en place par le passé, notamment celles destinées à la réduction de la consommation d'électricité et à l'augmentation des coupures d'électricité. La réduction des horaires de travail et la suspension de



services non essentiels seraient parmi les initiatives prises par les autorités.

## Haiti

**Le Conseil des Ministres haïtien a approuvé le budget pour l'exercice fiscal 2023-2024.** Entré en vigueur le 1er octobre 2023, ce budget a constitué un jalon important pour le pays, qui n'en avait pas adopté depuis l'exercice 2020-2021. Le budget met en avant trois objectifs essentiels : (i) relancer l'activité économique, (ii) renforcer la cohésion sociale et (iii) assurer la sécurité nationale. L'enveloppe globale du budget pour l'exercice fiscal 2023-2024 s'élève à 320 Mds HTG soit 2,3 Mds EUR, dont 75 Mds HTG (521 M EUR) proviennent des ressources domestiques. Les dépenses d'investissements publics sont estimées à 158 Mds HTG soit 1,1 Md EUR. Les projections pour 2024 reposent sur le renforcement de la sécurité, la construction d'infrastructures résilientes, la stabilité du taux de change et l'approvisionnement en produits pétroliers.

## République Dominicaine

**Le gouvernement dominicain a versé plus de 54 M DOP (905 470 EUR) aux commerçants des provinces qui ont été affectés par la fermeture de la frontière Dominico-Haïtienne.** En raison du conflit provoqué par la construction d'un canal d'irrigation sur la rivière Massacre (río Dajabón), le ministre administratif de la présidence, José Ignacio Paliza, et le ministre de l'industrie, du commerce et des mipymes, Víctor Bisonó, ont versé 47 M DOP (788 093 EUR) à la province frontalière de Dajabón et 6,6 M DOP (117 377 EUR) à la province de Pedernales. L'objectif de cette opération a été d'acheter aux

commerçants dominicains les produits périssables qu'ils ne peuvent pas vendre sur le marché binational, fermé depuis le 15 septembre 2023.

**La République dominicaine améliore les six indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale (BM).** Le ministre des finances, José Manuel Vicente, a indiqué qu'au cours des trois dernières années, le pays a progressé dans les indicateurs : maîtrise de la corruption, État de droit, voix citoyenne et responsabilité, efficacité des pouvoirs publics, qualité de la réglementation, stabilité politique et absence de violence. L'un des indicateurs ayant le plus progressé est celui de la maîtrise de la corruption, qui est passé du 23,3 percentile en 2020 au 37,3 en 2022. Le ministre a précisé que depuis 2019, l'Angola est le seul pays au monde à avoir fait mieux que la République dominicaine dans la lutte contre la corruption.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	6,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,50 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)